

# Bulletin d'information

ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC

Édition d'octobre 2020

## L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC SUR FOND DE COVID-19

La mise en œuvre des activités d'assistance technique prévues par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2020 a débuté comme d'habitude en janvier et, à la mi-mars, 20 activités, dont 2 cours de 8 semaines, avaient eu lieu. Ces deux cours ont dû toutefois être écourtés d'une semaine environ en raison de l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 et de l'application de mesures visant à limiter la propagation de la pandémie. L'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) a donc dû rapidement effectuer des modifications et prendre des dispositions pour permettre aux participants de rentrer d'urgence dans leurs pays respectifs avant que la situation ne s'aggrave.

À partir de la mi-mars 2020, au vu de la situation sans précédent causée par la pandémie, toutes les activités d'assistance technique en présentiel ont été progressivement reportées en application des mesures adoptées par les pays pour traiter les aspects sanitaires immédiats du COVID-19, des mesures lourdes de conséquences pour leur économie. Dans ce contexte, l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce peuvent contribuer à soutenir les efforts déployés pour remédier graduellement aux effets du COVID-19.

Pour pouvoir continuer à fournir une assistance technique aux bénéficiaires, il faut surmonter un certain nombre de difficultés liées aux restrictions et mesures concernant les voyages, appliquées par les pouvoirs publics dans la lutte contre la pandémie. Cela signifie, en particulier, qu'il faut étudier d'autres moyens d'assurer les activités en présentiel de façon à exécuter les activités d'assistance technique prévues en 2020 et obtenir l'effet souhaité pour aider les pays à sortir de la crise du COVID-19.



Cours avancé de politique commerciale, Genève, janvier-mars 2020, exercice de simulation de négociations commerciales

### CONTENU:

Assistance technique de l'OMC sur fond de COVID-19

Activités de formation virtuelles menées par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) de mars à septembre 2020

Les cours de politique commerciale régionale (RTPC) continuent en ligne

Qu'en est-il de l'apprentissage en ligne ?

Entretien avec Mme Bridget Chilala, Directrice de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) à l'Organisation mondiale du commerce

Résultats de l'assistance technique de l'OMC en 2019

Événements d'assistance technique de l'OMC prévus d'octobre à décembre 2020

Cours E-Learning disponibles d'octobre à décembre 2020

## Quelle est la voie à suivre ?

L'IFCT s'est efforcé de trouver d'autres moyens d'assurer les activités en présentiel de manière rentable. Il a trouvé deux solutions: l'offre sous forme virtuelle des activités qui peuvent être effectivement exécutées immédiatement et, dans le cas où le mode virtuel n'est pas possible, leur report à 2021.

En ce qui concerne la solution virtuelle, l'IFCT a examiné les demandes d'assistance technique reçues et contacté les bénéficiaires afin de déterminer quelles activités programmées pouvaient être exécutées de cette manière. Dans le même temps, l'Institut a évalué le niveau de préparation

et les compétences du Secrétariat s'agissant de l'offre de cours en mode virtuel afin de déterminer ce qui devait être fait pour mettre en œuvre des solutions de formation virtuelles.

Les principaux obstacles mis en évidence lors de l'examen étaient liés à la nécessité, *premièrement*, d'améliorer les outils d'apprentissage en ligne existants pour déployer des activités de formation virtuelles à grande échelle et, *deuxièmement*, de développer les capacités du Secrétariat en vue de l'exécution des activités d'assistance technique en mode virtuel.

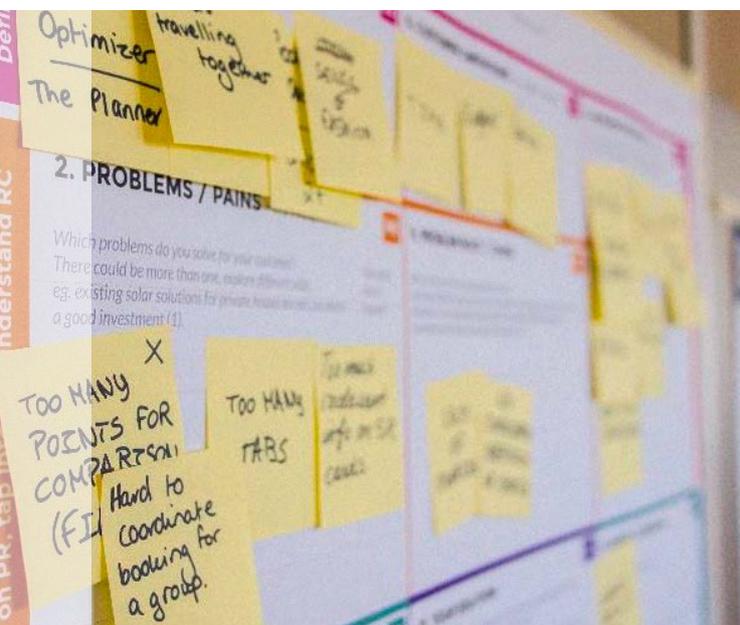


## Surmonter les difficultés et mettre en place des activités de formation virtuelles:

Ce diagnostic ayant été posé, un programme d'apprentissage spécifique a été mis en place au Secrétariat pour former le personnel/les experts de l'OMC à la réalisation d'activités virtuelles efficaces au moyen des outils de visioconférence/webinaire. Cela a permis aux fonctionnaires d'adapter le matériel et les programmes actuels de formation en présentiel au nouveau mode de fourniture virtuel, tout en modifiant le contenu de façon à répondre au mieux aux besoins et nouvelles priorités des bénéficiaires.

Le cadre d'apprentissage en ligne a également été élargi pour accueillir de nouveaux programmes de formation virtuelle et offrir des services d'enseignement à distance dans des salles de classe virtuelles. En outre, les outils de visioconférence disponibles ont été renforcés en vue de la fourniture de cours virtuels pendant cette période, car il apparaît que les technologies disponibles peuvent être utiles aux participants à la formation dans la situation actuelle.

différentes régions en restant conscient des problèmes techniques et logistiques qui se posent. À cet égard, le rôle que les Centres de référence existants, en particulier dans les pays les moins avancés (PMA), peuvent jouer pour atténuer certaines difficultés liées à l'accessibilité et aux logiciels est aussi actuellement évalué. Il faudra que le Secrétariat approfondisse la réflexion à partir du moment où quelques PMA participeront à une formation virtuelle, car cette expérience lui fournira des renseignements précis sur les difficultés particulières rencontrées.



L'Institut mène actuellement quelques activités pilotes afin de mieux comprendre ce qui peut être fait et ce qui est accessible aux bénéficiaires de l'assistance technique, tout en gardant à l'esprit que les pays se trouvent à différents stades de confinement et d'expérience liés au COVID-19.

Dans le même temps, l'IFCT étudie les meilleurs modes de fourniture pour les

Outre les 44 séances de discussion en ligne qui ont été organisées sur la plate-forme d'apprentissage en ligne avec des experts de l'OMC sur des questions liées au commerce (comme les règles d'origine, l'évaluation en douane, les obligations en matière de notification ou les femmes et le commerce), 14 activités de formation virtuelles ont été exécutées de mars à août 2020. En plus des nouvelles activités virtuelles, un cours régional de politique commerciale (CRPC) en ligne a été lancé en août 2020 pour tester les possibilités de dispenser les CRPC en mode virtuel.

## Activités de formation virtuelles coordonnées par l'Institut de Formation et de coopération technique (IFCT) du 1<sup>er</sup> mars au 15 octobre 2020

Séminaire virtuel sur le commerce et l'environnement et le changement climatique, soutien universitaire de l'OMC, Institutions titulaires de chaires de l'OMC (FLACSO, Argentine)

**29 mai-5 juin 2020**

Echanges virtuels dans le prolongement du Cours avancé sur l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) en 2019

**16 juin 2020**

Séminaire régional virtuel de l'OMC sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), pour les fonctionnaires des gouvernements d'Amérique centrale

**25-30 juin 2020**

Renforcement virtuel des capacités nationales, Atelier de l'OMC sur les notifications pour fonctionnaires du gouvernement de Saint Kitts et Nevis

**8-9 juillet 2020**

Webinaires de l'OMC sur les Aspects de la propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) au niveau global: transparence des droits de propriété intellectuelle

**16 juillet 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur les ADPIC pour les fonctionnaires du gouvernement de Vanuatu

**16 juillet 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC pour les fonctionnaires des autorités compétentes en matière SPS du gouvernement du Mexique, avec la participation du secteur privé

**27-31 juillet 2020**

Cours de politique commerciale régionale en ligne de l'OMC pour les pays de la région des Caraïbes

**10 août-13 novembre 2020**

Formation virtuelle des États membres de la CEDEAO sur les renégociations de concessions au titre de l'article XXVIII du GATT

**24-25 août 2020**

Séminaire sous-régional virtuel sur l'OMC sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) pour les fonctionnaires des États membres de la CEDEAO

**27 août-3 septembre 2020**

Séminaire sous-régional virtuel sur la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC pour les fonctionnaires des États d'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO (anglais)

**15-16 septembre 2020**

Séminaire virtuel sur la Politique de la concurrence et sur le Commerce et le développement

**17, 24 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2020**

Atelier national virtuel sur les notifications en matière d'agriculture à l'OMC destiné aux fonctionnaires du gouvernement de Mongolie

**28-29 septembre 2020**

Séminaire sous-régional virtuel sur la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC pour les fonctionnaires des États d'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO (français)

**5-6 octobre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) pour les fonctionnaires du gouvernement du Zimbabwe

**7-8 octobre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) pour les fonctionnaires du gouvernement de République Dominicaine

**8 septembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur l'analyse des tarifs et les bases de données pour les fonctionnaires du gouvernement d'Equateur

**9, 14 et 16 septembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur les normes (SPS / OTC) pour les fonctionnaires du gouvernement du Guatemala

**18 septembre 2020**

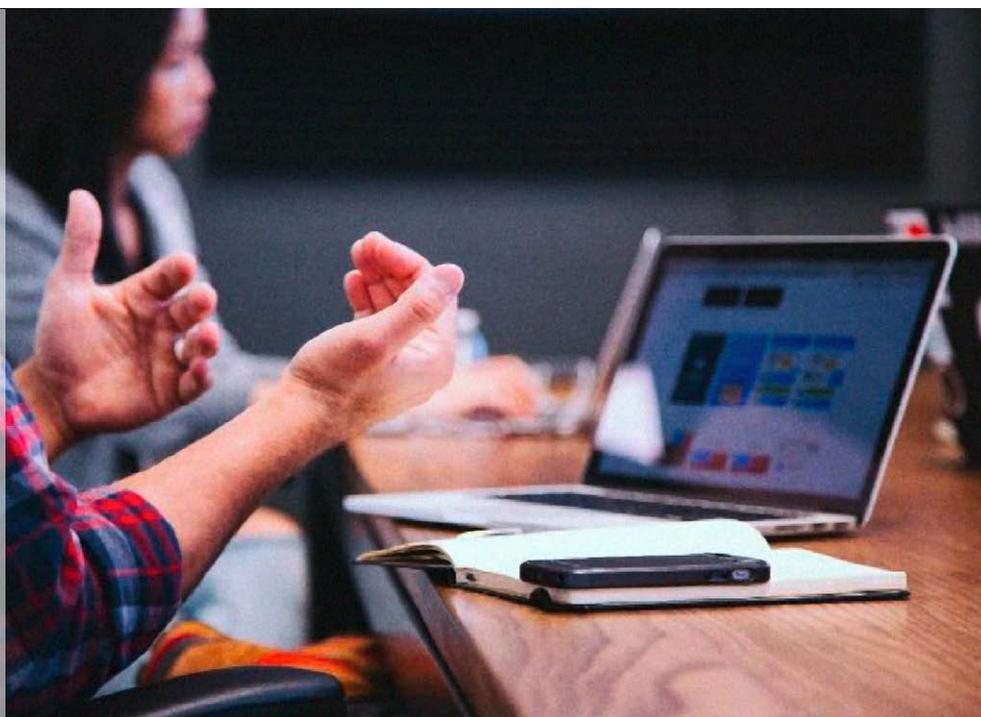
Atelier national virtuel de l'OMC sur les mesures SPS / OTC, Transparence et notifications, pour les fonctionnaires du gouvernement du Salvador

**7 octobre 2020**

Atelier national virtuel sur les notifications en matière d'agriculture à l'OMC destiné aux fonctionnaires du gouvernement de la Jamaïque

**13 octobre 2020**

## LE COURS RÉGIONAL DE POLITIQUE COMMERCIALE (CRPC) CONTINUE EN LIGNE



### Cours régionaux de politique commerciale (CRPC)

Les cours ont pour principal but d'approfondir les connaissances des participants sur les Accords de l'OMC et sur le fonctionnement de l'Organisation, ses règles et ses procédures, ainsi que leur compréhension des questions de politique commerciale pertinentes dans leur contexte régional. Parmi les autres objectifs figurent l'amélioration de l'autonomie des participants dans leur travail sur les questions relatives à l'OMC, par le renforcement de leur capacité d'accéder aux ressources de l'OMC et le développement de leurs réseaux de contacts professionnels. Ces résultats sont obtenus grâce à des cours de huit semaines de formation intensive en présentiel, dans sept régions du monde, en partenariat avec les universités des régions et avec la participation d'experts commerciaux régionaux en qualité de co-conférenciers aux côtés des fonctionnaires de l'OMC.

### Difficultés liées au passage à l'apprentissage à distance

Les objectifs et les résultats d'un CRPC ne peuvent pas être intégralement reproduits dans le cadre d'un cours d'apprentissage en ligne en raison de certaines limitations. Les difficultés résident notamment dans le fait que les webinaires en direct sont limités à deux heures et à deux séances par jour au plus pour être efficaces. En outre, l'accès à une connexion Internet rapide et fiable et à un ordinateur portable ou fixe est nécessaire pour une formation virtuelle, mais n'est pas garanti, en particulier dans les cas où les fonctionnaires gouvernementaux peuvent être appelés à travailler depuis leur domicile. Enfin, les différences de fuseaux horaires selon la situation

géographique des formateurs et celle des participants peuvent également réduire le créneau horaire disponible pour une formation virtuelle.

### Le CRPC en ligne remédie à ces problèmes

Le cours régional pilote de politique commerciale en ligne pour la région des Caraïbes vise à remédier à ces problèmes, en adaptant les objectifs du cours au téléenseignement et en créant des synergies avec le cadre existant du cours d'apprentissage en ligne sur les Accords Commerciaux Multilatéraux (cours sur les ACM), qui sert de base au CRPC en ligne, tout en mettant l'accent sur le contexte de la politique commerciale régionale au moyen de webinaires et de séances virtuelles d'encadrement avec des conférenciers invités présentant des points de vues régionaux (en direct et en séances enregistrées).

L'activité fait appel à la plate-forme d'apprentissage en ligne pour le suivi et l'évaluation et offre une salle de classe virtuelle pour soutenir activement l'apprentissage des participants.

## QU'EN EST-IL DE L'APPRENTISSAGE EN LIGNE ?

### Des services ininterrompus, mais non sans difficultés

Contrairement aux activités en présentiel, l'offre de cours en ligne a continué sans interruption. Toutefois, des problèmes se posent. Étant donné que l'apprentissage à distance sert à la fois d'outil de formation et d'outil de sélection pour les activités d'assistance technique plus avancées (avec des cours en ligne utilisés comme condition préalable pour les cours en présentiel), l'annulation ou le report des cours en présentiel a eu une incidence sur le nombre de participants qui s'inscrivent à des cours en ligne pour passer à un autre niveau d'apprentissage. Habituellement, ces personnes représentent environ 45% du nombre total de participants. En outre, certains participants ont indiqué qu'ils avaient des difficultés à accéder à un ordinateur ou à Internet en raison d'une situation de confinement dans leur pays respectif. En temps normal, les participants font généralement les cours en ligne au bureau.



### Réponse stratégique aux difficultés rencontrées

Au vu de ces problèmes, le programme d'apprentissage en ligne a adapté sa stratégie et son offre pour mieux répondre aux besoins liés à la crise du COVID-19.

**Premièrement, en ce qui concerne le cadre virtuel:** la page d'accueil de la plate-forme devra afficher le catalogue du programme d'apprentissage en ligne et fournir des renseignements détaillés sur les cours disponibles, sans qu'il soit nécessaire de s'identifier afin de faciliter l'accès au catalogue.

En outre, le cadre de l'apprentissage en ligne est en cours d'amélioration en vue d'une adaptation à l'apprentissage mobile (par exemple une application mobile) et d'un soutien efficace aux activités de formation virtuelles de l'IFCT (par exemple, apprentissage synchrone, visioconférence, salles de classe virtuelles, outils interactifs, etc.). Le matériel d'apprentissage en ligne mis au point sur divers thèmes liés au commerce pour les cours en ligne est également adapté pour être utilisé dans le cadre de la formation virtuelle de l'IFCT.

**Deuxièmement, en ce qui concerne l'offre d'apprentissage en ligne:** des activités interactives sur l'apprentissage en ligne et des thèmes liés au commerce continueront d'être organisées, tandis que le catalogue des cours est amélioré pour offrir des cours répondant à l'évolution des besoins des bénéficiaires (par exemple, des formations plus courtes, plus ciblées, multimédias et disponibles sur application mobile).

**Troisièmement, pour ce qui est de renforcer et de soutenir la participation au programme:** la participation et les résultats sont suivis de près afin de garantir la continuité et l'équilibre de la participation malgré les difficultés que connaissent actuellement les bénéficiaires. La communication avec les parties prenantes sur la manière de s'inscrire sur la plate-forme et de faire un cours en ligne a par ailleurs été renforcée sous diverses formes (y compris au moyen du multimédia) pour faciliter l'accès des apprenants aux cours.



## ENTRETIEN AVEC MME BRIDGET CHILALA, DIRECTRICE DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE COOPÉRATION TECHNIQUE (IFCT) A L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, SUR LA FORMATION DU PERSONNEL DE L'OMC À LA CONDUITE D'ACTIVITÉS VIRTUELLES



Mme Bridget Chilala, Directrice de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) à l'OMC

*Bridget Chilala connaît bien la valeur des cours de politique commerciale. En 1987, l'actuelle directrice de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) de l'OMC était une jeune fonctionnaire du gouvernement de son pays, la Zambie. À l'époque, elle s'était rendue à Genève pour participer au soixante-quatrième stage de politique commerciale du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).*

«J'ai participé au stage de politique commerciale du GATT en 1987, quelques années seulement après être entrée au Ministère du commerce et de l'industrie de la Zambie. Ce cours m'a fourni les connaissances de base dont j'avais besoin pour bien faire mon travail sur le GATT, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et d'autres questions liées au commerce. À chaque fois que des problèmes commerciaux nécessitaient l'intervention du Ministère, j'étais invitée à donner mon avis. Ayant suivi le stage du GATT, j'avais les compétences

et la confiance nécessaires pour traiter ces questions.

À cette époque, l'Organisation était différente. Au lieu des 164 Membres de l'OMC actuels, le GATT comptait 94 Parties contractantes. Le Secrétariat était bien plus petit. Il n'existait pas d'accords commerciaux multilatéraux sur la propriété intellectuelle ou le commerce des services. Les Parties contractantes n'étaient liées que par les disciplines fondamentales de l'Accord général et elles pouvaient individuellement choisir d'adhérer à d'autres codes. Les

négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay avaient été lancées l'année précédente à Punta del Este, en Uruguay. Personne ne pouvait encore dire si ce cycle ambitieux allait être une réussite.»

*Avez-vous pu rester en contact avec des personnes ou des formateurs ayant participé au même cours de politique commerciale que vous ?*

Pendant un certain temps, nous avons réussi pour la plupart à rester en contact. Mais, comme bon nombre des autres participants ont pris leur retraite, nous nous sommes

progressivement perdus de vue. Il ne faut pas oublier que Facebook ou WhatsApp n'existaient pas encore. Je me suis récemment rendue en mission à la Trinité-et-Tobago afin de trouver un hôte pour le cours régional de politique commerciale (CRPC) à l'intention des pays des Caraïbes. Pendant ma visite, j'ai demandé aux hôtes des nouvelles d'une collègue qui avait participé au stage de politique commerciale du GATT avec moi. Étonnamment, ils la connaissaient ! Malheureusement, nous n'avons pas pu nous voir pendant ce voyage. J'aurai souhaité avoir plus de temps. Lors des voyages successifs que j'ai faits à Genève avant d'entrer à l'OMC en tant que Directrice de l'IFCT, j'ai eu l'occasion de revoir certains des formateurs, y compris la personne qui dirigeait la Division de la formation à l'époque.

*Quelles sont les principales différences entre les cours de politique commerciale de cette époque et ceux d'aujourd'hui ?*

Ce qui n'a pas changé, c'est le dévouement du personnel du GATT et maintenant de celui de l'OMC. Au moment de ma participation, le cours durait quatre mois. Il est désormais réduit à deux mois et est devenu plus intensif. Du temps du GATT, nous pouvions nous rendre dans certains pays et tirer des enseignements de leur expérience. Pendant le stage, nous avons visité le Canada dans le cadre du programme et nous avons voyagé de la côte Est à la côte Ouest. Tous les frais étaient payés par le gouvernement canadien. Nous avons aussi effectué des visites professionnelles intéressantes en Suisse.

Mis à part ces voyages, le contenu des cours de politique commerciale a aussi évolué au fil du temps. Au moment où j'ai suivi mon stage, il n'y avait pas de stratégie d'apprentissage progressif. De nombreuses personnes étaient admises à suivre les cours de politique commerciale alors qu'elles n'avaient que peu d'expérience sur les règles commerciales multilatérales. Chacun des cours de l'époque couvrait des sujets qui sont maintenant répartis sur trois niveaux d'apprentissage différents: les cours de base, les cours intermédiaires et les cours avancés. En plus, nous n'avions pas la possibilité de participer à des activités de formation en ligne. Cela explique en partie la raison pour laquelle ces cours duraient quatre mois.

En ce qui concerne la formation, le Secrétariat de l'OMC a commencé l'année 2020 sur une note très ambitieuse. Un plan biennal d'assistance technique et de formation (Plan AT) pour 2020 et 2021 avait été adopté par les Membres de l'OMC à la fin de 2019, mais ensuite le COVID-19 a frappé.

*À quel moment de l'année les activités de formation ont-elles commencé à se ressentir du COVID-2019 ?*

Les activités de formation de l'OMC ont été touchées dès l'instauration du confinement et la fermeture des frontières autour de la mi-mars. À ce moment-là, nous avons déployé nos activités de formation du premier trimestre. Lorsque la crise s'est produite, deux cours de politique commerciale de longue durée étaient en cours, l'un en Suisse, à Genève, et l'autre en Côte d'Ivoire, à Abidjan. Notre priorité absolue à ce stade était la santé et la sécurité des participants et leur retour chez eux sans encombre, ainsi que la santé et la sécurité de notre personnel et de nos formateurs. Cela signifiait malheureusement que nous devions interrompre ces cours de politique commerciale. Heureusement, ils touchaient presque à leur fin. Ce qui veut dire que nous avons été en mesure de couvrir la plupart des éléments de fond. Après cela, nous avons dû annuler ou reporter plusieurs autres activités de formation, même celles d'entre elles qui en étaient à un stade avancé.

*Que l'IFCT a-t-il fait pour assurer la fourniture continue de l'assistance technique ?*

Nous avons pris plusieurs mesures.

Premièrement, nous avons pris contact avec les bénéficiaires de l'assistance technique pour leur demander si leurs besoins de formation avaient changé en raison de la crise du COVID-19. Notre actuel plan biennal d'assistance technique a été établi en fonction des besoins et des préférences exprimés par les bénéficiaires bien avant l'apparition de la pandémie mondiale. Nous voulons faire en sorte que notre offre d'activités de formation continue de correspondre aux besoins des bénéficiaires. D'après les réponses que nous avons reçues, il semble qu'il n'y ait pas eu jusqu'à présent de changements en ce qui concerne les

domaines d'intérêt. Toutefois, l'accent mis sur ces domaines peut changer au fil du temps.

Deuxièmement, nous avons remanié un grand nombre de nos activités de formation, conçues à l'origine en présentiel, pour pouvoir les assurer par voie électronique ou à distance. L'effet immédiat du COVID-19 sur nos activités a été de nous obliger à reporter un grand nombre de nos cours en présentiel. À l'heure actuelle, nous ne savons toujours pas à quel moment la situation liée au COVID-19 nous permettra de reprendre ces activités. Par ailleurs, cette situation peut évoluer différemment selon les régions.

Pour fournir ces activités d'assistance technique par des moyens virtuels, nous nous sommes appuyés sur l'expérience considérable que nous avons acquise, ces dernières années, en matière d'apprentissage en ligne. Nous assurons actuellement un cours de politique commerciale entièrement en ligne – le premier du genre – à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux de la région des Caraïbes. C'est dans cette région qu'un cours de politique commerciale en présentiel a été reporté pour la première fois. Nous avons par ailleurs réalisé un certain nombre d'activités plus courtes et spécialisées qui avaient été demandées, pour la plupart, par des fonctionnaires d'Amérique latine. Quelques autres activités sont en cours d'organisation, y compris pour le groupe des pays de la CEDEAO. Il est possible de faire beaucoup plus pour la région de l'Afrique.

**«Vu la diminution des contributions volontaires, un mélange de contenu présentiel et d'éléments virtuels est indispensable si nous voulons maintenir un niveau d'assistance technique semblable à celui des dernières années»**

Mme Bridget Chilala

La transformation d'un grand nombre de nos activités de formation en des cours à distance a demandé du travail. Hormis une petite unité d'apprentissage en ligne, la plupart des formateurs du Secrétariat de l'OMC connaissent surtout la formation en présentiel. Nous nous employons à recenser nos lacunes en matière de compétences dans le domaine du téléenseignement. Avec le soutien de la Division des ressources humaines, nous dispensons aux fonctionnaires de l'OMC une formation qui leur permet d'améliorer leurs compétences en la matière. Par ailleurs, nous examinons les difficultés rencontrées par les participants pour accéder à la formation à distance, ceci afin de trouver des solutions.

*Quels sont les plus grands défis à relever dans le domaine de l'assistance technique liée au commerce de l'OMC ?*

Je dirais ceci: Premièrement, nous avons un mandat limité dans un environnement où les besoins ont évolué. Deuxièmement,

même dans le cadre de notre mandat actuel, nous disposons de ressources limitées, en particulier, sur le plan financier. Troisièmement, le fait que l'OMC n'a que trois langues de travail est un problème pour les pays dans lesquels aucune de ces trois langues n'est couramment utilisée par les fonctionnaires gouvernementaux. Enfin, nous devons lutter pour faire en sorte que les fonctionnaires gouvernementaux formés restent à des postes où ils peuvent contribuer efficacement au débat sur le commerce au niveau national.

*Prévoyez-vous que l'OMC organisera à l'avenir davantage d'activités de formation en mode virtuel, même après le COVID-19 ?*

Oui, je le pense. Dans un avenir proche, de plus en plus d'activités seront menées à distance jusqu'à ce que les restrictions en matière de voyages soient réduites ou complètement supprimées. Cela dit, à en juger par les effets de la crise financière de 2008 sur l'économie de certains Membres

et donc sur leur contribution financière volontaire, il est déjà clair que, à cause du COVID-19, certains Membres auront du mal à maintenir le niveau des contributions volontaires qu'ils ont faites à l'OMC pour faciliter la mise en œuvre de l'assistance technique de l'Organisation. Cela aurait une incidence directe sur la quantité d'assistance technique que nous pouvons offrir ou fournir. Actuellement, les contributions volontaires figurant au budget de l'OMC pour l'assistance technique représentent environ 76,8%. Par conséquent, avec la diminution de ces contributions, un mélange de contenu en présentiel et d'éléments virtuels est indispensable si nous voulons maintenir un niveau d'assistance technique semblable à celui des dernières années. En même temps, certaines de nos activités ne peuvent pas être entièrement exécutées à distance, et le téléenseignement ne peut pas complètement remplacer nos activités en présentiel.

## COURS RÉGIONAL DE POLITIQUE COMMERCIALE (CRPC) DESTINÉ AUX PAYS AFRICAINS FRANCOPHONES MEMBRES DE L'OMC OU AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'OMC

Le CRPC s'est ouvert sur une allocution adressée aux participants par Mme Niale Kaba, Ministre du plan et du développement de la Côte d'Ivoire, M. Albert Kouatelay, directeur de cabinet adjoint, au Ministère du commerce et de l'industrie, M. Kouadio Hugues,

directeur de l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) qui accueille l'événement pour la quatrième année consécutive, et M. Roberto Fiorentino, chef de l'Unité des CRPC de l'IFCT à l'OMC.



## RÉSULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC EN 2019

### Principaux points abordés dans le prochain rapport annuel sur l'assistance technique 2019



Comme les années précédentes, l'OMC a présenté aux Membres, en mai 2020, son Rapport annuel sur l'assistance technique et la formation. Le rapport analyse l'exécution et les résultats des activités d'assistance technique mises en œuvre en 2019 et fait état des principaux faits nouveaux observés par rapport à 2018.

Bien que l'assistance technique fournie par l'OMC en 2019 ait donné des résultats contrastés sur le plan des simples objectifs chiffrés, le Secrétariat a confirmé son engagement en faveur d'une amélioration continue de ses systèmes, processus et méthodes d'apprentissage afin d'obtenir les meilleurs résultats dans le domaine de l'assistance technique.

Après 3 ans d'efforts soutenus, le Secrétariat a achevé, au cours de l'année, la mise en œuvre des 28 recommandations formulées dans le cadre de l'évaluation externe de l'assistance technique de l'OMC menée en 2016, laquelle avait confirmé que cette assistance était utile aux pays bénéficiaires, effective, efficace et durable, et qu'elle avait des effets réels.

Le renforcement de la gestion axée sur les résultats de l'assistance technique de l'OMC est resté au tout premier plan des priorités du Secrétariat. Le déploiement du nouveau

système de gestion de l'assistance technique a bien progressé au cours de l'année, avec l'introduction de nouvelles fonctionnalités qui favorisent la responsabilité partagée et le respect de l'obligation redditionnelle entre toutes les parties prenantes de l'assistance technique, les formateurs et les bénéficiaires, y compris un module simplifié pour l'évaluation des résultats immédiats des activités d'assistance technique dans un rapport de retour de mission (RRM). Le système de gestion devrait bientôt devenir le guichet unique par l'intermédiaire duquel les Membres communiqueront avec le Secrétariat au sujet de l'assistance technique, que ce soit pour indiquer leurs besoins en la matière, s'inscrire à une activité et l'évaluer, ou avoir accès aux données relatives à l'assistance technique. La présentation systématique de rapports sur les activités d'assistance technique s'est poursuivie en 2019, près de 100% des activités ayant fait l'objet d'un rapport pendant l'année. Enfin, le Secrétariat a renforcé ses travaux de suivi et d'évaluation en 2019. Dix évaluations internes de l'assistance technique ont été réalisées au cours de l'année pour évaluer les résultats de trois activités régionales et de deux activités nationales, des divers programmes de stages de longue durée, et de l'assistance technique fournie à quatre pays bénéficiaires depuis 2014.

L'année 2019 marque le lancement réussi de la nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne, basée sur l'informatique en nuage, qui offre des capacités et des fonctionnalités de sécurité renforcées et contribue à une meilleure intégration des formations en ligne et en présentiel. Sur le fond, les obligations en matière de transparence à l'OMC ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre des activités d'assistance technique; plusieurs activités ont abordé les procédures de notification lorsqu'elles n'y étaient pas entièrement consacrées (accès aux marchés pour les marchandises, agriculture, normes, ADPIC, etc.).

Par ailleurs, l'assistance technique fournie en 2019 visait à soutenir les négociations en cours. À la demande des Membres, un programme complet de sept ateliers régionaux sur les négociations concernant les subventions à la pêche a réuni des experts de la pêche et du commerce de toutes les régions, au cours de la première partie de l'année, afin d'appuyer les travaux du groupe de négociation sur les règles dans ce domaine.



## ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC PRÉVUES D'OCTOBRE A DECEMBRE 2020

Atelier virtuel global de l'OMC sur l'Accession et l'agriculture à l'OMC

**12-22 octobre 2020**

Webinaire de l'OMC: une approche intégrée pour la santé, le commerce et la propriété intellectuelle afin de lutter contre la pandémie COVID-19 dans le monde

**21 octobre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur les Obstacles techniques au commerce (OTC) à l'intention des fonctionnaires du gouvernement de Colombie

**Octobre 2020**

Atelier thématique virtuel global de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

**3 novembre 2020**

Atelier virtuel national de l'OMC sur le commerce des services (français) pour les fonctionnaires des États membres de la CEDEAO

**5-10 et 12 novembre 2020**

Atelier virtuel avancé global de l'OMC sur les marchés publics et la promotion du commerce, de la bonne gouvernance et du développement inclusif et durable : l'Accord révisé de l'OMC sur les marchés publics et son rôle de catalyseur

**5, 12, 19 et 26 novembre et 3 décembre 2020**

Dialogue régional virtuel de haut niveau (OMC / FMA) sur l'Accession à l'OMC pour les fonctionnaires des gouvernements de la région arabe

**8-10 novembre 2020**

Atelier régional virtuel de l'OMC sur l'agriculture pour les pays de la région arabe et du Moyen-Orient

**14-16 novembre 2020**

Atelier régional virtuel de l'OMC sur le commerce électronique pour les pays de la région arabe et du Moyen-Orient

**23 novembre-3 décembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur l'analyse économique du commerce international pour les fonctionnaires du gouvernement de Maurice,

**Novembre 2020**

Atelier national virtuel sur l'agriculture à l'OMC (anglais) pour les fonctionnaires du gouvernement des États membres de la CEDEAO

**Novembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur les mesures SPS / OTC à l'intention des fonctionnaires du gouvernement du Brésil

**Novembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) (anglais) pour les fonctionnaires du gouvernement des États membres de la CEDEAO

**Novembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur l'Accord général sur le commerce des Services (AGCS) pour les fonctionnaires du gouvernement de Taipei chinois

**Novembre / décembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC) destinés aux fonctionnaires du gouvernement en Afrique du Sud

**Novembre / décembre 2020**

Symposium virtuel global sur l'agriculture à l'OMC

**2-3 décembre 2020**

Atelier national virtuel de l'OMC sur l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) pour les fonctionnaires du gouvernement de Taipei chinois

**date à déterminer**

Séminaire national virtuel sur les recours commerciaux de l'OMC à l'intention des fonctionnaires du gouvernement de la République kirghize

**date à déterminer**

Séminaire national virtuel de l'OMC sur l'AGCS à l'intention des fonctionnaires du gouvernement d'Oman

**date à déterminer**

Séminaire national virtuel de l'OMC sur les ADPIC à l'intention des fonctionnaires du gouvernement d'Ouzbékistan

**date à déterminer**

Séminaire régional virtuel de l'OMC sur les notifications de subventions à l'intention des fonctionnaires des gouvernements de la région d'Amérique latine

**date à déterminer**

## COURS D'APPRENTISSAGE EN LIGNE DISPONIBLES D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 2020

<https://wtolearning.csod.com/>

Abonnements électroniques à Documents en ligne

Bref voyage dans les ADPIC

Intégration du commerce – Les fondamentaux

Intégration du commerce en action

La CITES et l'OMC – Renforcer la coopération en faveur du développement durable

La transparence et l'OMC: obligations en matière de notification

L'accès aux marchés pour les marchandises et les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA)

L'accession à l'OMC

L'agriculture à l'OMC

Le Comité du commerce et du développement à l'OMC

Le commerce des services à l'OMC

Le commerce et le développement à l'OMC

Le commerce et l'environnement et l'OMC

Le droit d'auteur à l'OMC

Le financement du commerce et l'OMC

Le Système de gestion de l'information sur l'agriculture

Le système de règlement des différends de l'OMC

Les accords commerciaux multilatéraux

Les accords commerciaux régionaux et l'OMC

Les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Les brevets à l'OMC

Les fondements juridiques de l'OMC

Les mesures correctives commerciales et l'OMC

Les mesures sanitaires et phytosanitaires

Les obstacles techniques au commerce dans le cadre de l'OMC

L'OMC en 10 minutes

L'OMC et l'économie du commerce – Théorie et politiques

Made in ? – Comprendre les règles d'origine

Présentation de l'OMC

Renseignements en ligne de l'OMC sur l'accès aux marchés



<https://www.facebook.com/WTOECampus>



<https://twitter.com/wtoecampus>



<https://www.linkedin.com/school/wtoecampus>



<https://www.youtube.com/c/WTOECAMPUS>



[https://www.instagram.com/wto\\_learning/](https://www.instagram.com/wto_learning/)

**De plus amples renseignements sur les activités d'ATLC de l'OMC figurent à l'adresse**

[www.wto.org](http://www.wto.org)  Assistance technique